

BRÈVES - AFRIQUE DE L'EST ET OCÉAN INDIEN DU 29 JANVIER AU 4 FÉVRIER 2020

FAITS SAILLANTS

- **Ethiopie** : ratification de la nouvelle proclamation sur les investissements
- **Kenya** : extension du périmètre d'analyse des finances publiques
- **Madagascar** : ouverture officielle d'un Novotel sous franchise Accor à Tananarive
- **Ouganda** : allocation de 3 MUSD par le gouvernement ougandais pour la lutte contre les criquets pèlerins
- **Rwanda** : le Rwanda approuve un accord sur l'énergie nucléaire avec la Russie
- **Soudan** : nouvelles pénuries de devises, de carburant et de pain
- **Tanzanie** : investissement 80 MUSD pour le renforcement de la production de gaz naturel

BRÈVES PAYS

ETHIOPIE

▪ **Ratification de la nouvelle proclamation sur les investissements.** Le 30 janvier 2020, le Parlement éthiopien a approuvé la nouvelle proclamation sur les investissements qui remplace celle de 2012. Alors que la précédente proclamation énumérait les seuls secteurs autorisés aux investissements directs étrangers (IDE), tous les secteurs non listés dans la nouvelle proclamation seront désormais ouverts aux IDE. Elle prévoit également de nouvelles modalités concernant le mandat de certaines institutions (l'Autorité des télécommunications pourra notamment délivrer des licences d'investissement), la définition d'un investisseur domestique, la mise à disposition de terres, la protection environnementale, les permis de travail, les plaintes etc. Cette nouvelle proclamation sera complétée par un règlement promulgué par le Conseil des ministres.

▪ **Révision à la baisse des prévisions de croissance pour l'Éthiopie.** Suite à la mission au titre de l'Article IV 2019, le FMI a revu à la baisse ses perspectives de croissance pour l'Éthiopie en 2020, passant d'une estimation initiale de 7,2 % en dans le WEO d'octobre 2019 à 6,2 % désormais. Cette révision de la perspective s'explique, selon le FMI, par les conséquences – dans un premier temps négatives – de la mise en œuvre de la stratégie *Homegrown Economic Reforms* visant à remédier aux déséquilibres extérieurs, aux vulnérabilités de la dette et à l'inflation. Pour rappel, la Banque mondiale a également abaissé ses prévisions de croissance pour 2020 (de 9 % en juin 2019 à 6,3 % en janvier 2020).

KENYA

▪ **Extension du périmètre d'analyse des finances publiques.** La récente publication par le FMI de la *Fiscal Transparency Evaluation* pour le Kenya révèle l'importance croissante de l'Etat dans l'économie : à 115,7 % du PIB, les actifs du secteur public (Etat et entreprises publiques) ont augmenté de 23,9 points de PIB entre 2014 et 2018 tandis que les passifs publics ont augmenté de 29,4 points de PIB pour atteindre 120,7 % du PIB. Pour le seul bilan de l'Etat, on observe une dégradation de -2,6 % du PIB en 2014, à -36,1 % en 2018. Cette dégradation tient principalement à la montée de l'endettement du gouvernement central (de 42,3 % du PIB en 2014 à 62,7 % en 2018), mais aussi à la contraction de la valeur des actifs en part de PIB. L'analyse du FMI met également en lumière l'augmentation des engagements des entreprises publiques, souvent hors du périmètre d'analyse classique des finances publiques, de 3,6 % à 10,2 % du PIB sur la période.

▪ **Prévision d'une augmentation des importations d'électricité depuis l'Éthiopie en 2020.** Dans l'objectif d'obtenir une baisse du coût de l'énergie, le Kenya ambitionne d'importer 200 MW d'électricité cette année en provenance d'Éthiopie, dans l'optique de réduire encore la part du thermique dans le mix en le substituant par de l'électricité d'origine principalement hydraulique. Le Kenya et l'Éthiopie dispose d'un accord d'échange de 400 MW, non mis en œuvre jusqu'ici, faute d'infrastructure d'interconnexion commune. Les échanges d'électricité entre les deux pays, et plus globalement au sein de la région Afrique de l'Est, devraient croître dans les années à venir. L'AFD soutient avec la Banque mondiale et la Banque africaine de Développement la mise en place d'une interconnexion

électrique en courant continu de 500 kV entre le Kenya et l'Éthiopie, prélude à un système moderne et capacitaire d'interconnexion à l'échelle régionale.

MADAGASCAR

▪ **Ouverture officielle d'un Novotel sous franchise Accor à Tananarive.** En présence du Président de la République et du ministre des transports, du tourisme et de la météorologie, un nouveau complexe hôtelier nommé Novotel Convention & Spa a été inauguré le 31 janvier à Alarobia dans le quartier d'affaires de la capitale. Fruit d'un investissement de 20 MEUR effectué par la société immobilière Eden Hotel (filiale du groupe Rajabali), il s'agit du deuxième hôtel sous franchise du Groupe Accor après l'ouverture en juin 2009 de l'Hôtel Ibis. Disposant notamment d'une salle de convention pouvant accueillir jusqu'à 800 personnes, le Novotel compte également 144 chambres supérieures et 36 suites. Le gouvernement vise l'arrivée de 500 000 touristes annuels d'ici 2023.

▪ **Valorisation des plants de cactus pour la production de biogaz.** Le cactus est appelé à jouer un rôle primordial dans la lutte contre le changement climatique, l'érosion du sol et la désertification, en plus de son importance pour la sécurité alimentaire et l'économie rurale. Au sud de Madagascar où ils poussent abondamment, des expériences menées dans la localité de Toliara ont prouvé que le rendement en biogaz de la plante est le double de celui des principales cultures énergétiques cultivées ou des flux de déchets. Le cactus pousse très vite et se décompose rapidement en matière organique. Avec des pratiques agronomiques appropriées pour cette zone aride, un hectare de cactus peut produire jusqu'à 400 tonnes de biomasse. L'État malgache soutient désormais tout projet de valorisation de cette plante. Le GIZ (Agence de coopération technique allemande) porte un projet d'implantation de cactus du sud de Madagascar vers Boeny au nord-ouest du pays, en vue de réhabiliter et de protéger 39 000 ha de terres, dont 7 000 ha à vocation agricole et 32 000 ha de pâturage.

OUGANDA

▪ **Allocation de 3 MUSD par le gouvernement ougandais pour la lutte contre les criquets pèlerins.** Alors que des essaims de criquets se rapprochent du Turkana, le comté kenyan le plus proche de l'Ouganda, le Président Museveni a demandé la mobilisation d'une ligne budgétaire en vue de l'achat de pesticides et autres équipements. De surcroît, 2 000 soldats vont être mobilisés pour une pulvérisation manuelle dans les zones résidentielles, où la pulvérisation aérienne est impossible. A l'heure actuelle, une équipe d'experts ougandais a été envoyée à Nairobi pour une visite d'échange de connaissances.

RWANDA

▪ **Le Rwanda approuve un accord sur l'énergie nucléaire avec la Russie.** Le Conseil des Ministres, réuni le 28 janvier, a approuvé un projet de loi détaillant les modalités d'un accord signé en octobre 2019 pour promouvoir l'utilisation de l'énergie nucléaire à des «fins pacifiques» dans le cadre du Forum de Sotchi. Cette décision ouvre la voie à la création d'un Centre des sciences et technologies nucléaires, qui devrait être doté d'un réacteur de type 10 MW *pool*. Des accords de coopération similaires ont été signés entre la Russie et d'autres de la région, notamment le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie.

▪ **Privatisation de l'entreprise *Burera Dairy Ltd*.** Le gouvernement a trouvé cédé ses parts dans *Burera Dairy Ltd* dans laquelle il détenait une participation de 98,03%. L'entreprise créée en 2016 pour stimuler la production laitière dans la région a été introduite sur le marché en septembre 2019 et vendue début janvier à *African Solutions Private Ltd* (Afrisol), une entreprise zimbabwéenne qui investit dans le pays depuis deux ans. La transaction s'éleverait à 270 000 EUR. Afrisol a pour projet d'investir 1 à 2 MEUR dans les cinq années à venir pour assurer une plus grande productivité. *Burera Dairy Ltd* faisait partie des trois entreprises publiques mises en vente en 2019.

SOUDAN

▪ **Nouvelles pénuries de devises, de carburant et de pain.** Le taux de change du SDG avait atteint en début d'année le seuil psychologique de 100 SDG pour un dollar, avant de reculer à 97. Le Premier ministre, Abdallah Hamdok, a imputé la chute de la valeur du SDG aux faiblesses structurelles de l'économie et au manque de réserves en devises étrangères à la Banque centrale. La pénurie, notamment de diesel, est due à la défaillance de plusieurs oléoducs alors que celle du pain provient d'un désaccord entre le ministère de l'industrie et les boulangeries sur son prix de revient. Afin d'assurer une plus grande efficacité des réformes, le Premier Ministre a indiqué que son

gouvernement préparait une nouvelle loi plaçant la banque centrale sous l'autorité du cabinet du premier ministre alors qu'elle relève actuellement du Conseil de souveraineté.

TANZANIE

▪ **Investissement 80 MUSD pour le renforcement de la production de gaz naturel.** *PanAfrican Energy Tanzania* (PAET), le producteur de gaz naturel de l'île de Songo Songo (région de Lindi) a annoncé un investissement de 80 MUSD qui servira à soutenir la production de gaz naturel via la compression et le reconditionnement des puits de gaz naturel jusqu'en octobre 2026, date d'expiration de la licence actuelle de PAET à Songo Songo. PAET a affirmé qu'il souhaitait prolonger le contrat de partage de production au-delà de 2026 afin de continuer à soutenir le développement économique de la Tanzanie. Au dernier trimestre de 2019, la société a produit une moyenne de 63,1 millions de pieds cubes de gaz par jour contre 39,9 millions de pieds cubes à la même période en 2018.

▪ **Ouverture prochaine de la ligne ferroviaire à écartement standard (SGR).** Le directeur général de la *Tanzania Railways Corporation* (TRC), Masanja Kadogosa a déclaré que la première phase de construction du chemin de fer long de 300 km entre Dar es Salaam et Morogoro est presque terminée (les travaux sont achevés à 72 %). Ce premier tronçon, dont le coût est évalué à 1,9 Mds USD, sera livré courant avril de cette année. La ligne, entièrement électrique, devrait couvrir 1 457 km de Dar es Salaam jusqu'aux rives du lac Victoria pour un coût de près de 7,5 Mds USD au cours des cinq prochaines années. La TRC a déclaré que l'achat de 1 430 wagons de fret, 20 locomotives et d'autres équipements avait commencé. Sa mise en service devrait permettre d'accroître les échanges intra régionaux avec les pays voisins comme l'Ouganda, la Zambie, la RD Congo, le Rwanda et le Burundi.

▪ **Vers un investissement de 200 MUSD dans deux mines.** Le ministre des minéraux, Dotto Biteko a révélé que le gouvernement a donné le feu vert à deux grandes sociétés minières pour passer à la phase d'extraction minière, ce qui leur permettrait d'injecter plus de 200 MUSD dans l'économie locale et de créer des centaines d'emplois. Les investissements des sociétés australiennes *OreCorp* et *Peak Resources* seront les plus importants pour la Tanzanie après près d'une décennie d'absence de création de nouvelles mines. Actuellement, les mines avec des permis d'exploitation spéciaux actifs sont les mines d'or de North Mara, Buzwagi et Bulyanhulu, toutes exploitées par *Barrick Gold*. Conformément aux nouvelles lois minières, le gouvernement prendra une participation de 16 % dans chacune des mines. *OreCorp* commencera à extraire de l'or dans la région de Mwanza tandis que *Peak Resources* construira une mine d'éléments de terres rares dans la région de Songwe.